

Le Chat déchaîné



CONTRIBUTION ARTISANALE AUX LUTTES ANTI-AUTORITAIRES

PRIX LIBRE

septième année - n° 13 (nouvelle série)

18 mars 2026

Le gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique est fasciste. Et c'est important de le traiter comme tel

Le 3 janvier, les États-Unis fêtaient la nouvelle année en bombardant le Vénézuéla et en enlevant son président, avant de prendre le contrôle du pétrole de ce pays d'Amérique latine (et d'en envoyer une partie en Israël) et de menacer de s'emparer du Groenland. Quelques semaines plus tard, le gouvernement de Trump a intensifié l'embargo (le muant à nouveau en blocus) contre Cuba, générant une grave crise humanitaire.

Les États-Unis reviennent à un interventionnisme crasse, considérant l'Amérique latine comme leur arrière-cour. Dans le même temps, le gouvernement fédéral mène un travail de sape acharné contre les institutions politiques étasuniennes, et Trump s'arroge de plus en plus de pouvoir. Ce dernier et son gou-

vernement sont parfois qualifiés de fascistes, une qualification rejetée par certain·es camarades car le président américain serait encore très loin de Mussolini ou Hitler. C'est une question qui fait couler de l'encre dans le milieu libertaire (voir notamment « Le fascisme, vraiment ? » dans le *Courant alternatif* 355 de décembre 2025 ; voir aussi « Limites de l'analogie avec les fascismes historiques » posté sur le compte Instagram *theorie.antifasciste* début mars 2026). Mais il me semble qu'il n'est plus temps de tergiverser. Car considérer que le gouvernement étasunien est fasciste, ça veut dire qu'on doit le combattre comme un groupement fasciste, et non comme un régime représentatif libéral.

Suite p. 7



États-Unis fascistes (1 & 7-11), extrême-droite en France (3), cash (3), temps de travail (3), tech (4-6), brochure sur l'anarchie (6-7), Italie (12), Lugano (12-14), TVA (14-15), police lausannoise (15), Grève en Inde (15), grève dans le canton de Vaud (16), Royaume-Uni et Action Palestine (16), Kurdistan, Iran, Palestine (17-19), campisme (19-21), littérature (21-22)

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)

rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes
Instagram : flm.montagnes
Twitter : flm_montagnes
flm@espacenoir.ch

Pour nous soutenir :
CCP 12-419903-8
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8



La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

Le Chat déchaîné

« publication anarchiste sur supports divers
et à périodicité variable »

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le *Chat déchaîné* est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux format et sous-titre changeants et à la périodicité fluctuante. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur wiki-libertaire.ch), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !



Les loups sont entrés dans Paris

En France, la mort d'un militant d'extrême droite révèle que la majeure partie des politiques sont prêts à livrer le pays au fascisme le plus crasse plutôt que de faire ne serait-ce qu'une concession à la gauche. Après avoir été annoncé comme lynché par la Jeune Garde en pleine rue, des vidéos ont permis de démontrer que les identitaires avaient tendu un guet-apens aux militants antifascistes.

Cela n'a pas empêché l'Assemblée nationale d'observer une minute de silence, alors qu'on attend encore celles

pour les dernières victimes du racisme dans le pays. Pire, dans la foulée, une manifestation remplie de néo-nazis a défilé dans les rues de Lyon, avec son lot de bras tendus et d'insultes.

L'inversion des valeurs est stupéfiante, on porte aux nues les héritiers de Pétain et on traite d'assassin la seule gauche un tant soi peu radicale de l'Hexagone. Un rappel que pour la bourgeoisie, le fascisme peut aisément devenir une solution.

/Jiji



Merci de payer en argent comptant

Depuis un moment, l'utilisation de l'argent comptant régresse. Il y a de plus en plus d'endroits où l'on ne peut plus payer en argent comptant. Sur chaque

transaction d'argent virtuel, les banques retiennent un pourcentage et nous tracent : ce qu'on achète, où et quand. Une telle trace peut prouver qu'on était dans telle ville, dans tel périmètre, et en conclure qu'on était à telle manif !

/Ronja

Temps de travail

En Argentine, le temps de travail quotidien maximum passe à douze heures, malgré des grèves massives. Et l'État argentin est sous perfusion étasunienne.

Afuera, toussa toussa. Au Mexique, sous un gouvernement vaguement de gauche, le temps de travail est en train d'être réduit à huit heures. Une vieille revendication du mouvement ouvrier... qui n'est pas encore appliquée en Suisse !

/R. A.

Les manipulateurs de la tech

La manipulation de la sphère politique

Les grandes entreprises du numérique, outre qu'elles nuisent sérieusement à la santé des écosystèmes et des humains, nuisent aussi à la culture politique, depuis qu'elles ont commencé à s'y imposer. Leur idéologie, qui est partie d'un individualisme tout-puissant, s'approche de plus en plus ouvertement du fascisme et de différents types de racismes¹.

Certains transhumanistes affichent sans vergogne leur vision inégalitaire. Par exemple Yuval Noah Harari, qui parle d'une petite élite privilégiée d'humains augmentés, qu'il appelle « surhommes » et la plupart des humains qui ne seront pas augmentés la « caste inférieure ». Cette idéologie rompt avec l'idéal humaniste et universaliste, qui proclame que tous les êtres humains sont égaux en droits et en dignité².

Les élites de la technologie façonnent un imaginaire où l'algorithme vaut mieux que l'institution et où la démocratie paraît obsolète. Olivier Tesquet parle d'un « techno-fascisme » : un « modernisme réactionnaire » qui vise à « combattre la modernité politique avec les outils de la modernité technologique ». Après avoir été fascinés « par la sécession, la volonté de fuir la démocratie », ces courants, qui ont aujourd'hui accès au pouvoir, veulent désormais « trouver une solution à ce qu'ils appellent l'échec

de la démocratie libérale ». Par exemple par le DOGE, qui n'avait pas juste pour but de « rationaliser les dépenses publiques » mais de « sabrer l'état social parce que l'égalitarisme est vu comme quelque chose d'absolument contre-nature, qu'il faut pourfendre »³.

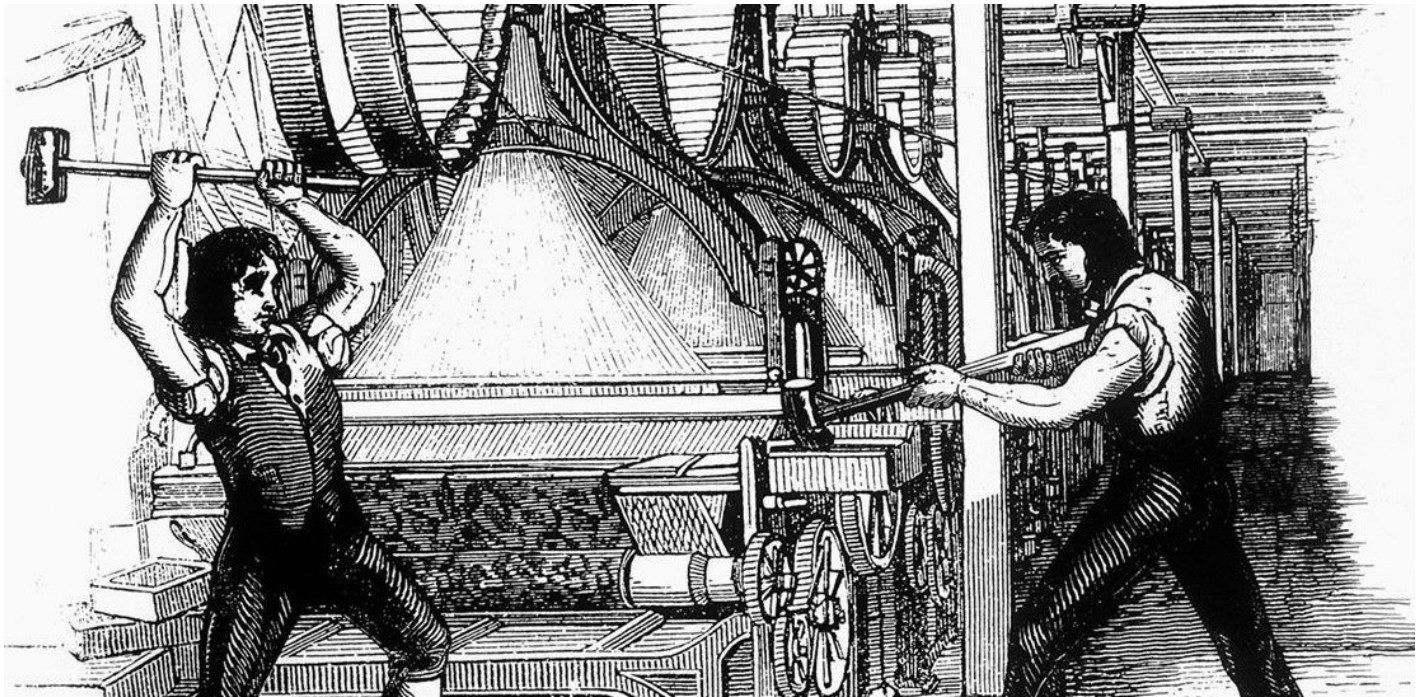
Pour préserver leur pouvoir, les techno-fascistes soit s'opposent à la régulation, par exemple en surestimant les capacités des systèmes, en affirmant qu'ils sont tellement puissants qu'ils sortent du champ politique et relèvent des sphères du religieux et que leurs créateurs sont les seuls dépositaires de ce savoir-là. Soit – si la pression est trop forte – s'inventent en régulateurs eux-mêmes. C'est ainsi qu'aux États-Unis, ils ont inventé un conseil pour l'éthique en intelligence artificielle qui est intégralement composé de membres de l'industrie¹.

Le but de leur discours, « la prochaine invention technologique va résoudre tous les problèmes », n'est pas d'être réaliste, mais de détourner l'attention et de justifier le développement infini de la technologie. Les « experts en AI » catastrophistes (« l'IAG va tuer l'humanité entière »), eux, vont entretenir la panique pour maintenir la sidération.

On revient à la stratégie du choc théorisée par Naomi Klein, avec l'idée que le capitalisme va assurer sa domination et aller gratter des privilèges dans des situations de sidération collective du peuple¹.

Plus philosophiquement, nous sommes face à une volonté d'optimisation et de réduction de nos capacités humaines à la simple force de production. Toutes les activités non productives sont considérées comme sans valeur¹.

cière qui en résulte explosera avant. Pourtant, ils ne perdront ni fortune, ni pouvoir. Car leurs algorithmes seront si profondément insérés dans l'architecture des États qu'il sera impossible de faire sans. Comme après 2008, lorsque les



La manipulation de l'économie

Les entreprises spécialisées dans les grands modèles de langage LLM voient leur valorisation boursière exploser, alors même qu'elles n'ont à ce jour généré que des milliards de pertes⁴. L'endettement des oligarques de la tech est exponentiel. Depuis un moment déjà, leurs besoins déjà astronomiques et toujours croissants en investissements ont dépassé leurs profits⁵.

L'intelligence artificielle générale n'aura pas lieu. Il n'y a pas de marché de l'IA, rien qu'une poignée d'entreprises qui fait mine de gagner de l'argent le temps d'en finir avec la démocratie. La bulle finan-

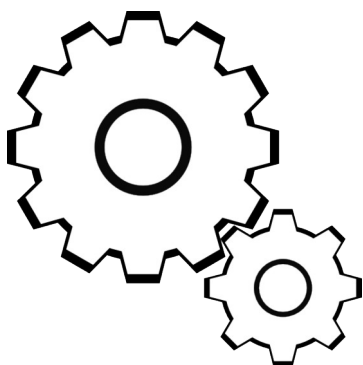
peuples états-uniens et européens furent sommés de payer de leur poche les ravages d'un capitalisme spéculatif devenu soudainement « systémique » pendant que les architectes de la ruine planchaient déjà sur leur prochaine pyramide de Ponzi⁶.

La solution : faire pression contre le capitalisme despotique

Espérons que les gens ordinaires, ouvrent les yeux avant. Erik Olin Wright, professeur de sociologie américain, propose d'« éroder la domination du capitalisme par une combinaison mêlant stratégie par le haut et par le bas. »

Il faut donc, au niveau politique institutionnel, que les écologistes et la gauche fassent front unit et poussent à la régulation et qu'au niveau collectif non-institutionnel le peuple monte la résistance (refus d'utiliser les IA, sabotage, etc.) Surtout ne cédon pas au catastrophisme, ne tombons pas dans la sidération. Il est vital de s'imaginer « les jours heureux », de créer des idées alternatives du futur².

/Ronja



Références

- [1] S. Evrard, « L'IA, nouvelle déesse de la Silicon Valley », entretien avec T. Prévost, *edl.laïcité.be*, 27 mars 2025
- [2] H. Kempf, J. Mendez, *Comment les riches ravagent la planète. Et comment les en empêcher*, Seuil, 2024
- [3] A. Miranda, O. Testet, « La technologie réinvente-t-elle le fascisme ? », Question du soir, *radiofrance.fr*, 22 septembre 2025
- [4] M. Sixtus, « L'IA va-t-elle tuer internet ? », *Arte*, 2025
- [5] C. Chavagneux, « La dette mondiale augment et se transforme », *Alternatives économiques*, 4 mars 2026
- [6] T. Prévost, « L'intelligence artificielle générale n'aura pas lieu », Chronique « clic gauche », *Arrêt sur images*, 30 novembre 2025

1965 : 13 heures d'anarchie à New York

Le CIRA de Lausanne est une mine d'or. On peut y dénicher des brochures comme celle-ci, signée Nestor Potkine, à propos de la panne électrique de 1965. Voici un bref résumé.

Le 9 novembre 1965, vers 17 heures, à la centrale électrique Sir Adam Beck dans l'Ontario, un petit relais électrique de dix centimètres sur dix centimètres, mit en panne un sixième du territoire des

États-Unis, pour une durée allant jusqu'à 13 heures, notamment à New York.

On peut remercier ce petit relais d'avoir mis en lumière d'excellents principes anarchistes : l'entraide, la décentralisation, l'action directe etc.

Le rapport de la commission d'enquête n'osa pas prononcer le mot décentralisation, mais néanmoins recommanda des sources autonomes pour les services nécessaires.

À noter qu'à Boston personne ne fut coincé dans le métro, alimenté par une source indépendante (donc décentralisée...).

Le blocage des transports, notamment le métro, posa le plus de problèmes, mais le leitmotiv fut la solidarité. Panique nulle part. En surface, autant de solidarité et de coopération qu'en sous-sol (par exemple des milliers de personnes firent du stop et furent emmenées par des parfaits inconnus).

Gares, aéroports, magasins, églises ouvrirent leurs portes.

Même des capitalistes se comportèrent en êtres humains, comme un traiteur qui offrit du caviar à plus de cinq cents personnes.

À New York, censée être la ville la plus égoïste du monde, on aurait dit que

la ville entière était en train de lire *L'Entraide* de Kropotkine quand la panne a frappé.

Il n'y eut aucune vague de crimes ou de pillage, une douzaine seulement de magasins furent pillés, dans une ville de huit millions d'habitants à l'époque. Pour un soir normal, 380 personnes sont arrêtées à New York. Ce soir-là, 65.

Après coup, les politiciens félicitèrent leurs concitoyens pour « leur splendide comportement », sans réaliser ce que ces félicitations avaient de condescendant et surtout sans avouer leur inutilité pendant l'évènement.

Cette rupture de courant fut presque une vacance du pouvoir ; pendant quelques heures, à New York on arriva près de la véritable anarchie.

/Gae

Le gouvernement des États-Unis est fasciste

(suite de la p. 1)

Qu'est-ce qui me fait dire que ce gouvernement est fasciste ?

Tout d'abord, sa propagande. Évidemment, la propagande peut être creuse. Mais la communication du gouvernement fédéral est clairement fasciste. L'imagerie et le message sont racistes, autoritaires, appellent à « faire confiance au plan » et à Trump, glorifient la colonisation, appellent à la déportation de masse, annoncent clairement la volonté interventionniste et expansionniste de la clique au pouvoir, rejettent le droit international, et

ont recours à des codes qui sont tellement évidemment fascistes qu'on ne peut même plus les qualifier de *dogwhistles* – même si d'autres références issues de l'histoire raciste du pays sont aussi mobilisées.

Ces orientations fascisantes sont suivies d'effets. Au niveau international, l'impérialisme et l'interventionnisme repartent de plus belle (continuation du soutien à l'État génocidaire israélien, menaces contre le Panama, bombardement de sept pays en 2025, attaques

contre le Vénézuéla et contre l'Iran...). Et les États-Unis coupent les ponts avec de nombreuses organisations internationales. Ils en ont quitté une soixantaine début 2026, dont la Convention-cadre de l'ONU sur le réchauffement climatique, le GIEC et l'UICN. Ils avaient déjà suspendu leur soutien à l'OMS, à l'UNRWA, à l'UNESCO et au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. À l'occasion du Forum économique mondial de Davos, Trump a annoncé la création d'un « Conseil de la Paix », sorte d'amicale d'autocrates, présidée à vie par Trump lui-même, et ayant vocation à remplacer le Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans le même temps, les États-Unis appliquent des sanctions importantes contre des juges de la Cour pénale internationale.

Sur le plan intérieur, cela va tellement vite qu'on a de la peine à tout appréhender : extension du mur à la frontière mexicaine ; restrictions de visa visant les personnes musulmanes ; retrait de l'Accord de Paris sur le climat ; mise d'un lobbyiste du pétrole à la tête de l'Agence de protection de l'environnement ; création d'une branche spatiale dans les forces armées ; gestion catastrophique de la pandémie de covid ; puis assaut du Capitole le 6 janvier 2021 – les participant·es ont depuis été gracié·es par Trump ; attaques massives contre les personnes LGBTQI+ ; mesures d'austérité massives et extrêmement violentes décidées par Elon Musk ; changement quasiment complet à la direction du FBI, devenu une sorte de police personnelle

au service de Trump ; changement de nom (sans base légale) du Département de la défense et Département de la guerre ; tentative d'enterrement du dossier Epstein (il y a manifestement des preuves que Trump est pédophile) ; tentatives d'interdire l'enseignement critique sur les questions raciales et d'interdire l'enseignement des questions de genre ; restrictions massives sur les travaux scientifiques pouvant être subventionnés ; attaques contre le droit à l'avortement ; licenciement de la commissaire à la statistique du Travail après un rapport montrant que le nombre d'emplois créés était plus faible que prévu ; renommage de différents sites naturels et monuments historiques pour célébrer la colonisation et de grandes figures confédérées ; démantèlement du Département de l'éducation ; attaques contre la vaccination ; construction d'une prison (illégale) au milieu de marécages pour détenir des personnes (sans jugement) en vue de leur expulsion du pays ; expulsions massives – y compris parfois de personnes ayant la citoyenneté étasunienne ; non prise en compte d'arrêts de justice ; reprise des essais nucléaires ; grâces pour les riches soutiens de Trump ; attaques contre la presse ; *task force* chrétienne au gouvernement ; suspension (partielle) de l'*habeas corpus* – ce qui permet de détenir des gens sans motif clair.

Le gouvernement de Trump a aussi déployé la Garde nationale, illégalement, dans plusieurs villes contrôlées par les Démocrates.

De nombreux groupes d'extrême-droite renforcent leurs activités, y compris violentes : Parti nazi, Proud Boys, multiples groupes néo-nazis et néo-fascistes, Ku Klux Klan... Dans le même temps, le gouvernement cherche à criminaliser les antifascistes.

Un élément visible et central est l'ICE, le service des douanes et de l'immigration, qui a toujours été ignoble, mais dont les missions, les pouvoirs et les moyens ont été renforcés. Les effectifs ont été augmentés massivement, et l'ICE agit sans se soucier du cadre légal. Cette agence organise des rafles de personnes racisées dans tout le pays, ses membres sont souvent masqués, ne s'identifient pas, sont parfois en voitures banalisées,

s'attaquent aux citoyen·nes (ce qui n'est pas dans leur juridiction), font du maintien de l'ordre (ce qui n'est pas non plus de leur ressort), ont souvent des uniformes de fortune, bref, agissent à peu près comme les chemises noires italiennes – en empruntant aussi aux chasseurs d'esclaves.

Début janvier, à Minneapolis, un agent de l'ICE a abattu froidement une mère de famille – blanche et chrétienne – au volant de sa voiture. Le groupe armé a ensuite refusé de laisser une personne présente sur les lieux prendre en charge médicalement la victime. Le gouvernement fédéral et de nombreuses figures des Républicains ont déversé leur propagande (la propagande mensongère a été totalement normalisée depuis le premier mandat de Trump) : Renee Good, femme

sans arme, serait ainsi une terroriste domestique. L'ICE, parfois accompagnée de militants d'extrême-droite en civil, a les jours suivants mené des opérations violentes de maintien de l'ordre – ce qui n'est pas dans ses attributions. De son côté, le FBI a refusé de transmettre les éléments en sa possession à la police locale. Les membres du gouvernement fédéral, notamment Vance, ont dit et répété que Renee Good était responsable de sa mort, que l'agent de l'ICE était couvert par une immunité totale (sans base légale) et que l'ICE était en train de faire du porte-à-porte pour faire son travail (ce qui viole le Quatrième Amendement à la Constitution).

Si au niveau fédéral les Démocrates sont comme d'habitude parfaitement inutiles (pas étonnant pour un parti tout aussi impérialiste et bourgeois que les Républicains), le gouverneur du Minnesota Tim Walz (Parti démocrate, fermier et travailliste – affilié au Parti démocrate) a annoncé qu'il pourrait demander à la garde nationale de l'État de protéger la population contre les agents fédéraux ; et le maire de Minneapolis Jacob Frey a demandé sans ambiguïté à l'ICE de quitter la ville et d'aller se faire foutre.

De nombreuses manifestations contre l'ICE ont eu lieu, et la police locale a laissé faire. Dans au moins un cas où elle a été appelée suite à un rassemblement nocturne bruyant devant un endroit où des agent·es de l'ICE dormait, elle est intervenue toutes sirènes hurlantes, ajoutant au vacarme. La gouverneure de Nou-

velle-Virginie a annoncé que la police de son État ne collaborerait plus avec l'ICE.

Les jours suivant l'assassinat de Renee Good, la propagande fédérale expansionniste, américaniste, « anti-globaliste » et fascisante s'est accélérée. Accompagnée de mesures concrètes : le Département de l'Agriculture a suspendu ses subventions au Minnesota, sous le prétexte très probablement infondé de fraudes massives. Quelques semaines plus tard, c'était aux aides sociales d'être coupées.

Les manifestations massives et même une grève générale à Minneapolis n'ont pas empêché l'ICE de continuer ses rafles, et d'assassiner Alex Pretti, d'une dizaine de balles, alors qu'il était maintenu au sol.

En fait, il y a bien plus de morts : en détention, à la frontière avec le Mexique, et dans les camps de concentration gérés par l'ICE (où de nombreux enfants sont détenus).

Le rôle de milice partisane de l'ICE est de plus en plus clair : Steve Bannon a déclaré en février que les urnes des élections des *midterms* devraient être gardées par elle.

Pendant ce temps, la plupart des grands médias étasuniens reprennent sans broncher la propagande étasunienne.

On pourrait rétorquer que ça ne suffit pas à qualifier le gouvernement des États-Unis de fasciste.



L'interventionnisme, le soutien à l'État génocidaire israélien, l'assassinat d'opposant·es politiques ne sont pas nouveaux aux États-Unis. La multiplication des actes fascisants constituent-ils tout de même un point de bascule ? Il y a des arguments valables pour dire que non.

Tout d'abord, il n'y a pas de chef suprême à la Mussolini (Hitler, Franco, Pinochet...). L'extrême-droite n'est pas unie, et si tout ensemble elle profite de la présidence de Trump et s'appuie sur elle, elle ne lui est pas spécialement fidèle ou inféodée. La centralisation politique n'est de loin pas achevée. Les États gardent

une grande partie de leur souveraineté et Trump, malgré ses efforts, n'arrive pas à tous les faire plier.

Le gouvernement fédéral est d'ailleurs incapable d'empêcher la ville de New York, une des plus importantes du pays, d'être administrée par un socialiste. On n'en est pas encore à la destruction totale des partis de gauche, aux attaques systématiques contre les maisons du peuple ou leurs équivalents étasuniens, et les syndicats ont encore une certaine liberté d'action.

Finalement, Trump et ses partisans cèdent parfois face aux décisions de justice, et ont notamment retiré de certaines villes la garde nationale déployée illégalement.

Mais cela ne signifie pas que ce gouvernement n'est pas fasciste. Cela signifie seulement que ce gouvernement n'est pas, ou pas encore, capable de parvenir à ses aspirations fascistes.

Finalement, des camarades estiment qu'il faudrait plutôt trouver un nouveau terme. Il est vrai que l'analogie avec le fascisme du siècle passé a ses limites. Mais user de ce terme permet d'ancrer les tendances actuelles dans leur prolongement historique. Trump n'est pas Mussolini. Mais Hitler et Franco, ou Pinochet, non plus.

Il est important, analytiquement, d'être précis et rigoureux. Mais il est aussi important de garder l'image globale, de ne pas être si précis qu'on aurait l'impression que chaque avatar du fascisme serait quelque chose de fondamentalement dif-

férent. Au risque de faire du fascisme un événement a-historique. Et d'être incapable de voir son retour en force. Pour reprendre l'article de théorie antifasciste :

« La dynamique contemporaine de fascisation ne repose pas nécessairement sur des forces extra-étatiques débordant l'État par la droite, mais sur la transformation interne de ses propres appareils – police, justice, législation, doctrines sécuritaires. Le glissement dans le fascisme peut se faire à travers le fonctionnement ordinaire des institutions étatiques, sans supposer l'effondrement préalable de l'ordre politique existant. »

L'ICE est l'équivalent des chemises noires italiennes et de la SA nazie – même si elle emprunte aussi beaucoup aux chasseurs d'esclaves. Si Trump n'était pas un vieux sénile, nul doute qu'il jouerait à merveille le rôle d'un Mussolini, aussi différent de lui soit-il – d'ailleurs, le pouvoir de Mussolini non plus n'était pas total, le Grand Conseil fasciste l'a révoqué en 1943. Et la liberté d'action des syndicats et des social-démocrates tient au rapport de force, pas spécialement à des aspirations pluralistes ou démocratiques chez Trump. Les États-Unis se fascisent rapidement, et le gouvernement fédéral doit d'ores et déjà être considéré comme un gouvernement fasciste.

/R. A.

Askatasuna

En Italie, le gouvernement de Meloni (dont le parti est l'héritier direct de la plus grande organisation fasciste fondée en 1946) intensifie ses attaques contre la gauche extra-institutionnelle. Les fermetures de centres sociaux se multiplient.

À Turin, on a vu jusqu'à cinquante mille personnes prendre la rue pour défendre leur centre social, l'Askatasuna. Et ce, malgré la violence énorme déployée par la police.

Et on ne parle pas d'une petite marche, mais de manifestations émeutières. La résistance antifasciste est bien vivante et dépasse les milieux organisés anarchistes et d'extrême-gauche.

Les partis bourgeois en profitent pour essayer de faire passer des changements

législatifs facilitant la répression. Une des mesures encouragées serait la fin des enquêtes automatiques lorsque la police utilise une arme à feu.

Autrement dit, comme c'est aussi le cas dans d'autres pays, l'Italie se rapprocherait dangereusement d'un permis de tuer pour la police.

Dans le contexte de fascisation actuel, il ne faut rien céder, il faut lutter contre toutes les attaques, défendre nos droits, nos espaces, nos centres autogérés, ne pas se laisser intimider par la répression. Et il faut s'organiser, collectivement, pour repasser à l'offensive.

/R. A.

À propos des faits de Lugano : antifascisme, droit de manifester et dissimulation du visage

Lugano, le 21 février 2026. Le rassemblement antifasciste contre la « marche sur Lugano » pour la « rémigration » annoncée par des groupuscules néo-nazis (puis annulée sous la pression antifasciste) a lieu, malgré l'interdiction des autorités pour risque de violences.

Environ 400 antifascistes se rassemblent (à noter l'absence des partis de gauche, à l'exception du MPS).

Mais pour les accueillir... environ 200 policiers anti-émeute (!!!), dont des renforts venus du canton de Vaud, armés jus-

qu'aux dents et visiblement prêts à en découdre.

Rappelons que Lugano est la ville plus à droite de Suisse, où, par exemple, un centre social autogéré peut être évacué (et détruit immédiatement après pour éviter une éventuelle réoccupation) en toute illégalité (la convention entre les autonomes et la ville étant encore valable et le bâtiment étant même classé ! Verdict de la justice ? pas de coupable).

La police intime au rassemblement de se disperser en menaçant d'utiliser

« toutes les armes à sa disposition » alors qu'il n'y avait eu ni violences, ni dégradations, ni même entrave aux transports publics... rien !

Les camarades ne réagissent pas aux provocations et continuent le rassemblement malgré les intimidations. Ensuite, les policiers, n'ayant pas le moindre prétexte pour utiliser la violence, « oublient » leur sommation précédente et se résignent à laisser le rassemblement se poursuivre. On salue la détermination de nos camarades tessinois et on note l'efficacité d'un rassemblement pacifique mais déterminé.

Les jours suivants, si une minorité de la gauche (encore seulement le MPS, verts et socialistes étant toujours abonnés absents au niveau institutionnel comme ils l'étaient dans la rue, preuve que de toute évidence l'antifascisme ne les concerne pas) demandait aux autorités communales et cantonales des explications à propos du dispositif policier disproportionné, provocateur et menaçant, la droite s'insurgeait et criait au scandale à cause de la présence de quelque manifestant au visage dissimulé...

En tout cas, la police et les autorités ont dû apprendre (à leur grande surprise !) :

- qu'on peut manifester sans autorisation car c'est un droit constitutionnel !
- que l'antifascisme n'est (pas encore) un crime !!

- que, dans certaines circonstances, la dissimulation du visage n'est pas illégale !

En conclusion, je voudrais rappeler aux fiers patriotes suisses de la Lega et de l'UDC qui abhorrent l'antifascisme, mais aussi à la gauche bien-pensante qui dénonce les rassemblements non autorisés, que le 25 janvier 1934 les fascistes, avec le soutien matériel et financier de Mussolini, ont vraiment marché armés sur Bellinzone avec l'objectif de prendre le gouvernement et d'annexer le Tessin à l'Italie. Heureusement, ils étaient attendus par un rassemblement spontané de... 400 antifascistes qui les repoussèrent à coup de briques ! (parmi eux des socialistes, des anarchistes et même des libéraux, car oui à l'époque des libéraux prêts à descendre dans la rue même au péril de leur vie contre le fascisme, ça existait).

Ah, j'oubliais ! Ces 400 antifascistes qui sauvèrent le Tessin d'un coup d'État et de la dictature n'avaient pas demandé d'autorisation !

À propos de la dissimulation du visage, quelques extraits de la mise au point de l'avocat Martino Colombo parue en première page (ça mérite d'être souligné !) du quotidien tessinois *LaRegione* du 26 février 2026 :

« Après les polémiques habituelles de Lega et UDC à la suite de la manifestation antifasciste du 21 février à Lugano, en raison de la présence de certaines personnes au visage dissimulé, il convient de s'arrêter un instant pour analyser ce que dit réellement la loi fédérale sur l'interdiction de se dissimuler le visage (Lddv), adoptée pour mettre en œuvre l'article 10a de la Constitution. Une loi que la Lega et l'UDC devraient bien connaître, puisqu'elles en ont été les principales promotrices tant au Tessin qu'en Suisse, mais qu'elles font semblant d'oublier – comme elles le font souvent avec les lois qui ne leur plaisent pas ! L'article 2 de la Lddv pose le principe selon lequel il est interdit, dans les lieux publics ou privés ouverts au public gratuitement ou contre paiement, de dissi-

muler son visage de manière à rendre ses traits méconnaissables, mais avec des exceptions ! (...).

Samedi 21 février, la police cantonale a ordonné aux manifestants de quitter la place sous la menace d'utiliser des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Qui-conque un tant soit peu informé sur la dynamique des manifestations sait que les balles en caoutchouc peuvent causer de graves dommages à la santé, tels que des mutilations (perte d'un œil), et que les gaz lacrymogènes, surtout s'ils sont utilisés massivement, peuvent provoquer des situations de panique, de malaise, d'évanouissement, etc. En ce sens, se couvrir le visage pour se protéger en cas d'utilisation de moyens coercitifs par la police est protégé par l'article 2 de la Lddv. »

/Gae

C'est bien la droite qui est fan des taxes

L'argument est connu : la gauche, principalement les écolos, ne serait bonne qu'à introduire de nouvelles taxes. Pourtant, la droite fédérale augmente régulièrement la TVA (taxe sur la valeur ajoutée, probablement la taxe la plus antisociale de Suisse). Certes, la gauche politicienne n'est pas très au taquet pour trouver d'autres sources de financement. N'empêche que la gauche propose régulièrement de financer l'AVS (notamment sa

treizième rente) par des cotisations salariales, propose des financements solidaires, essaie d'augmenter les impôts sur les héritages... alors que la droite préfère passer par la TVA. En fait, elle fait tout pour ne pas augmenter le taux d'imposition, et encore plus pour ne pas augmenter la progressivité de l'impôt. Les partis bourgeois multiplient les cadeaux fiscaux aux riches, puis imposent des plans d'austérité à la population. Et quand cela ne

suffit pas pour satisfaire aux lubies de la droite, comme l'augmentation massive du budget militaire, c'est la taxe la plus anti-sociale du pays qui monte encore. Si les deux propositions de la droite passent, on arriverait à une TVA à 9,6 %. Dans le

même temps, entre trois et quatre milliards par an seraient transférés des services publics ou encore de la protection de l'environnement à l'armée.

/R. A.

La police lausannoise, un danger pour les libertés publiques

Les flics lausannois, non contents d'avoir couvert les agissements racistes (allant jusqu'à la diffusion de propagande néo-nazie !) et misogynes de leurs collègues, se rêvent maintenant en corps autonomisé de l'État. Dans un communiqué de février 2026, la principale association corporatiste, l'Association des fonctionnaires de police de Lausanne, tout en feignant de reconnaître le problème, le minimise et rejette la faute sur les autorités politiques (qui ont certes toléré trop longtemps la situation) tout en défendant les collègues impliqués dans les échanges racistes. En août 2025, cette organisation avait tenté d'empêcher la tenue de la conférence de presse de la

Municipalité, lors de laquelle la suspension de quatre agents a été annoncée au grand public.

On ne peut pas tolérer un corps armé, bénéficiant d'un quasi-monopole de la violence légale, qui s'organise pour faire pression sur les autorités élues. Et on ne peut pas tolérer un corps armé dont au moins un dixième des membres s'échangent des propos racistes, en étant couvert par les neuf autres dixièmes.

Hasard – mais sans surprise – du calendrier : au moment d'écrire cet article, on apprenait que la police jurassienne aussi avait eu son propre groupe WhatsApp raciste.

/R. A.

Grève en Inde : encore un record !

Il y a quelques temps, l'Inde avait connu la plus grande grève de l'Histoire, avec 100 millions de personnes qui avaient croisé les bras. Le 13 février 2026, une nouvelle journée d'action a réuni, selon les estimations, jusqu'à 300 millions de grévistes, soit près d'un quart

de la population. Les syndicats et autres organisations de travailleuses s'opposent aux réformes anti-sociales du gouvernement Modi (extrême-droite suprémaciste hindoue) et à la privatisation de secteurs stratégiques.

/R. A.

Grève historique dans le canton de Vaud

Pas 300 millions de grévistes, mais une mobilisation historique dans les secteurs public et parapublic vaudois. Fin 2025, treize jours de grève et des manifestations réunissant parfois plus de 20'000 personnes ont secoué l'ensemble du canton et l'ensemble du secteur public (bien qu'en termes de nombre de grévistes, les écoles étaient très largement devant). Les grévistes s'opposaient à des attaques austéritaires massives et à la baisse de salaire d'une grosse proportion des employé·es de l'État. Il y a eu des grèves dans la totalité des gymnases vaudois, des actes d'insubordination dans de nombreux établissements, des actions dans le secteur du bas-seuil – qui n'avait pas le droit de grève –, une occupation nocturne et un blocage de bâtiment à l'université, de nombreuses assemblées – y compris des assemblées intersyndicales cantonales très animées –, et un message clair : les personnes mobilisées (à part peut-être les flics) s'opposent à *toutes* les coupes et défendent des services publics forts. Les grévistes de l'université

(d'autres aussi, mais la mobilisation universitaire a été caractérisée par de nombreuses discussions et des revendications formelles plus radicales que celles de l'intersyndicale) parlent aussi de démocratie et d'émancipation. Les mobilisations ont permis de faire reculer le bloc bourgeois pour des dizaines de millions de francs. Mais il ne faut pas se voiler la face : la droite a pu passer en force et ne s'arrêtera pas là. La lutte ne fait que commencer.

La mobilisation contre les coupes fédérales continue également, notamment dans les hautes écoles. Fin février et début mars, des actions ont eu lieu notamment à Neuchâtel, Lausanne, Genève, Fribourg, Berne et Bâle. Le 28 février, environ 1000 personnes ont défilé à Zurich contre la militarisation et l'austérité, avec des messages clairement anticapitalistes, écologistes, queerféministes et internationalistes, et une grosse présence de groupes révolutionnaires.

/R. A.

Royaume-Uni: victoires pro-palestiniennes

Les personnes arrêtées pour sabotage de la machine de guerre israélienne ont été déclarées non-coupables par un jury populaire, malgré les coups de pression du juge. Dans la foulée, l'interdiction de Palestine Action a été jugée sans fondement légal par la Haute Cour d'Angleterre et du Pays de Galles. Les arresta-

tions de personnes portant des pancartes avec l'inscription « je m'oppose au génocide, je soutiens Palestine Action » s'étaient succédées par centaines. Les actes de sabotage avaient forcé Ferranti (lié à Elbit Systems) à fermer au moins une ligne de production. Vive l'action directe !

Rojava, Rojhelat, Iran, Palestine

Ces derniers mois, le gouvernement central de Syrie, présidé par Jolani (Al-Chara), un ancien commandant d'Al Qaïda, a déclenché une offensive à grande échelle contre les zones de l'administration autonome du Nord-Est syrien, en même temps que les alliées djihadistes de l'État turc (la Turquie occupe d'ailleurs toujours des régions syriennes) et avec le feu vert des États-Unis et d'Israël. L'Union européenne, elle, n'a rien trouvé de mieux à faire que de lancer des négociations portant sur des aides de 620 millions d'euros au gouvernement syrien. Peu importe pour les puissances occidentales que Jolani fût, il y a peu encore, un ennemi à abattre, et peu importe que des milliers de membres et sympathisant·es de Daech sous la garde des Forces démocratiques syriennes aient été libéré·es par les assauts djihadistes. Encore une fois, on voit que l'impérialisme occidental, et étasunien en particulier, se fiche bien de la nature des régimes qu'il soutient. Il ne se soucie que d'avoir des partenaires commerciaux et/ou militaires stables et d'assurer un accès aux ressources naturelles (notamment aux hydrocarbures).

La plupart des zones à majorité arabes ont été prises par les groupes islamistes. Mais le Rojava (Kurdistan syrien) a tenu bon. La résistance des organisations kurdes, mais aussi, notamment, assyriennes/syriaques et de la population du Rojava, couplée à des mobilisations massives dans toute l'Europe, a forcé le gou-

vernement syrien à stopper son offensive et à rouvrir des négociations. La trêve ne tient qu'au rapport de force et à la pression internationale. Il ne faut rien lâcher, sous peine de voir cette expérience démocratique, multi-ethnique, féministe et aux visées écologistes disparaître.

Les attaques contre le Rojava ont été suivies d'une mobilisation massive des diasporas kurdes et de leurs alliés internationalistes en Europe, avec des manifestations immenses – y compris en Suisse. À noter : les différents partis kurdes ont souvent organisé des manifestations communes, alors que jusqu'à présent les différentes tendances politiques se mélangeaient peu. À noter aussi qu'en Suisse, la ligne diplomatique et « lisse » des organisations kurdes se heurte parfois à une jeunesse kurde plus offensive et moins respectueuse des conventions bourgeoises. Au Kurdistan, que ce soit en Turquie, en Irak ou en Iran, les organisations kurdes font bloc – du moins discursivement – derrière le Rojava. Cela constitue une alliance bien fragile, quand on sait qu'il n'y a pas si longtemps le Gouvernement régional du Kurdistan (Irak) collaborait avec l'État turc pour bombarder des bases du PKK.

La situation est terrible en Iran également. Le régime des mollahs massacre ses opposant·es à tour de bras. Les estimations font souvent état de 30'000 victimes. Les régions kurdes (Rojhelat), où les organisations de gauche sont puis-

santes (et dotées, pour certaines, de branches armées), paient un lourd tribut. Prenant prétexte de ces massacres, les États-Unis et Israël ont bombardé l'Iran, tuant l'ayatollah Khamenei, mais aussi de nombreux·ses civil·es, dont environ 170 élèves d'une école de filles.

Les États-Unis et Israël – repris par de nombreux médias et parfois gouvernements occidentaux – soutiennent (pour l'instant informellement) un éventuel gouvernement de transition mené par Pahlavi, « héritier » du dernier chah (empereur). Ce chah était connu notamment pour ses brigades de torture. Son régime avait été renforcé par les États-Unis, qui ont écarté le Premier ministre Mossadegh, qui voulait nationaliser le pétrole et n'était pas assez, selon les États-Unis, hostile à l'URSS. Les États-Unis souhaitent aussi que les forces kurdes lancent une offensive à grande échelle contre la république islamique. Cinq des six plus grands partis kurdes d'Iran, désormais rejoints par un sixième, forment une coalition qui demande l'autonomie du Rojhelat et la démocratisation de l'Iran. Mais malgré ce que certains membres du gouvernement étasunien prétendent, ces partis ne semblent pas très motivés à se lancer dans une guerre à grande échelle, d'autant plus que Trump vient de trahir (sans aucune surprise) le Rojava.

L'Iran a riposté face aux attaques israéliennes et étasuniennes. Israël et des bases américaines au Moyen-Orient ont été touchées. La plupart des gouverne-

ments occidentaux (à l'exception notable de l'Espagne) ont approuvé l'agression contre l'Iran et dénoncé la riposte iranienne, arguant des massacres commis par le régime des mollahs. Pourtant, quand l'État israélien commet un génocide ou que l'Arabie saoudite massacre des civil·es au Yémen, ces gouvernements ne bronchent pas.

La situation en Palestine est toujours aussi terrible. L'armée israélienne viole le cessez-le-feu à Gaza presque tous les jours. La population survit à peine, faute de logement, de nourriture, de carburant, de médicaments, d'hôpitaux (qui ont tous été bombardés par Israël).

On assiste à un génocide, et la « communauté internationale », Suisse comprise, continue de soutenir l'État colonial et de dénoncer la résistance. En Cisjordanie, les attaques de colons (parfois aidés par l'armée) se multiplient. Des villages entiers sont détruits. De nombreux·es Palestinien·es sont tué·es. Le gouvernement annonce la construction de nouvelles colonies.

Rappelons que selon le droit international, toutes les colonies établies en 1967 ou plus tard à Jérusalem-Est, en Cisjordanie ou dans la Bande de Gaza sont illégales. Et que la Suisse, sa diplomatie, son armée, sa Banque nationale, ses écoles polytechniques, mais aussi UBS, AXA et de nombreux sous-traitants d'Elbit Systems, participent directement ou indirectement à la colonisation, à l'apartheid et au génocide.

La guerre, un écocide

Les mouvements et figures écologistes, comme la Grève du Climat et Greta Thunberg, sont souvent critiqué·es lorsqu’iels sortent d’un cadre écologiste « strict ». Pourtant, comme on le lit dans *Perturbations* de février 2026, « Le pacifisme et l’anti-impérialisme sont aussi des enjeux écologistes. » L’État turc mène une guerre de l’eau contre le Rojava ; le projet colonial sioniste se matérialise par un contrôle environnemental serré et les attaques génocidaires actuelles détruisent

les terres agricoles ; les bombardements génèrent pollutions, gaz à effet de serre et destructions de milieux naturels, agricoles et bâtis ; les attaques de ces dernières semaines contre l’Iran ont touchés des sites pétroliers, entraînant – littéralement – des pluies de pétrole. On pourrait aussi parler de l’usage de défoliant par les États-Unis au Vietnam, ou des kilomètres de fibre optique (utilisés pour guider des drones) qui polluent les campagnes ukrainiennes.

/R. A.

Attaque contre l’Iran : rejeter l’impérialisme et le colonialisme sans tomber dans le campisme

L’agression israélo-étasunienne contre l’Iran doit être dénoncée sans hésitation, tout comme les agressions des États-Unis contre le Vénézuéla (et cela, comme nous l’avons dit le 3 janvier à un rassemblement spontané que nous avons co-organisé à Neuchâtel, peu importe que le régime de Maduro soit considéré comme un État ouvrier partiel ou dégénéré ou comme un gouvernement social-libéral voire conservateur), Cuba, le Panama et tous les autres pays victimes de l’impérialisme de l’Oncle Sam. Toutes les forces internationalistes, révolutionnaires ou même désireuses de faire respecter le droit international devraient se mobiliser contre les intérêts étasuniens et israéliens en Suisse, et tout faire pour que la Confédération cesse de soutenir l’effort de guerre de ces pays (par exemple, en

renonçant à acheter des avions de combats étasuniens et des drones israéliens testés en massacrant des civil·es). Les forces antimilitaristes, notamment le GSSA, ne s’y trompent d’ailleurs pas, et rappellent que le camp bourgeois veut favoriser l’exportation et la réexportation d’armes, et permettre de vendre tout et n’importe quoi sans contrôle aux États-Unis. Un référendum du GSSA, soutenu par les partis de gauche, des syndicats et des mouvements comme BDS et la Grève du Climat, est à signer jusqu’à mi-avril. Des feuilles de signatures peuvent être imprimées *via*

referendum-materieldeguerre.ch/

Il faut évidemment faire bloc contre l’agression en cours, comme il fallait faire bloc contre l’invasion de l’Irak. La

libération des peuples ne viendra évidemment pas des bombardements étasuniens et israéliens.

Mais cela ne signifie pas que nous devons céder à un campisme simpliste, et soutenir tout ce qui s'oppose aux États-Unis. Des (plus ou moins) camarades sombrent dans une logique binaire, s'opposant à tout ce qui est vaguement proche des États-Unis (Ukraine, Rojava), soutenant tous leurs ennemis (Russie), ignorant la complexité des diverses situations (la Russie est tout autant « nazi-fiée » que l'Ukraine, la gauche révolutionnaire kurde a acceptée l'aide étasunienne face à Daech mais continue de combattre la Turquie qui est la deuxième force militaire de l'OTAN). Dans la situation actuelle, ce campisme s'exprime notamment par un soutien total à la résistance palestinienne, et... à la république islamique d'Iran. Si en Palestine la situation est si désespérée qu'il est difficile de faire autrement (mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas être critique du Hamas, du Djihad islamique, ou des partis « marxistes-léninistes » qui ont abandonné toute perspective socialiste pour se consacrer au nationalisme), la situation en Iran est plus nuancée.

Rappelons tout d'abord qu'avant les massacres commis ces derniers mois par le régime des mollahs, la république islamique a été bâtie sur le massacre des communistes. Voir des « communistes » soutenir un « Axe de résistance » dominé par des tueurs de communistes est terrible (ou absurde, c'est selon). Comme

nous l'avons déjà écrit concernant la résistance palestinienne dans un numéro précédent du *Chat déchaîné*, nous n'allons pas blâmer les personnes et organisations qui, se prenant des bombes étasuniennes et israéliennes sur le coin de la gueule, choisissent de trouver de l'aide auprès d'« alliés » réactionnaires (on notera quand même qu'une partie de la « gauche » anti-impérialiste n'applique pas la même logique quand les organisations kurdes de Syrie acceptent un soutien aérien étasunien). Mais nous ne subissons ni guerre ni massacre, et il est de notre responsabilité de garder une position révolutionnaire. Nous avons vu ces dernières semaines des « communistes » et autres « anti-impérialistes » appeler à faire bloc derrière l'armée iranienne. Nous avons vu une organisation genevoise dénoncer les discours anti-mollahs comme relevant d'une forme d'impérialisme. Ce collectif fait remonter ce problème (par ailleurs bien réelle, une certaine gauche occidentale aime bien donner des leçons au Sud global) à la Deuxième Internationale. Mais la plus grande erreur de la Deuxième Internationale a été de céder à l'Union sacrée et à l'alliance avec les réactionnaires, derrière les États-nations.

Mais en Iran, la gauche existe, et elle a des bastions importants au Rojhelat. Par anti-américanisme simpliste, certaines appellent à l'unité avec les tueurs de communistes. Mais il faudrait au contraire essayer d'imposer une ligne démocratique, comme les forces socia-

listes, syndicales et anarchistes russes ont réussi à le faire contre leur propre gouvernement durant la Première Guerre mondiale. « **Ni chah, ni mollah** » n'est pas une excuse centriste pour se placer au-dessus de la mêlée et ne pas prendre position. C'est l'expression d'un projet révolutionnaire qui peut s'incarner grâce

à la gauche iranienne, et notamment kurde.

Notre opposition sans retenue à l'impérialisme étasunien et au colonialisme israélien, notre opposition à l'agression contre l'Iran ne doit pas (et n'a pas besoin de) se doubler d'un soutien politique au régime des mollahs.

/R. A.



La littérature au Peuple ! Chapitre deux.

« On ne se bat contre les moulins à vent que lorsqu'on a quelqu'un avec qui partager les sacs de blé qu'ils contiennent. »

Frédéric H. Fajardie

Frédéric H. Fajardie, nom de plume de Ronald Moreau, né le 28 août 1947, à Paris, est un écrivain et scénariste, auteur de romans noirs. Fils d'une mère qui fut

capitaine de l'équipe de France de basket-ball et d'un père bouquiniste libertaire, il grandit dans la librairie et lit de très nombreux romans et nouvelles. Dès l'âge de 16 ans, le marxisme devient le repère idéologique de sa vie. En 1968, acquis aux idées de gauche, il milite à la Gauche prolétarienne, puis dans les mouvements pro-maoïstes et ceux qui dénoncent la guerre du Vietnam. Il exerce divers petits

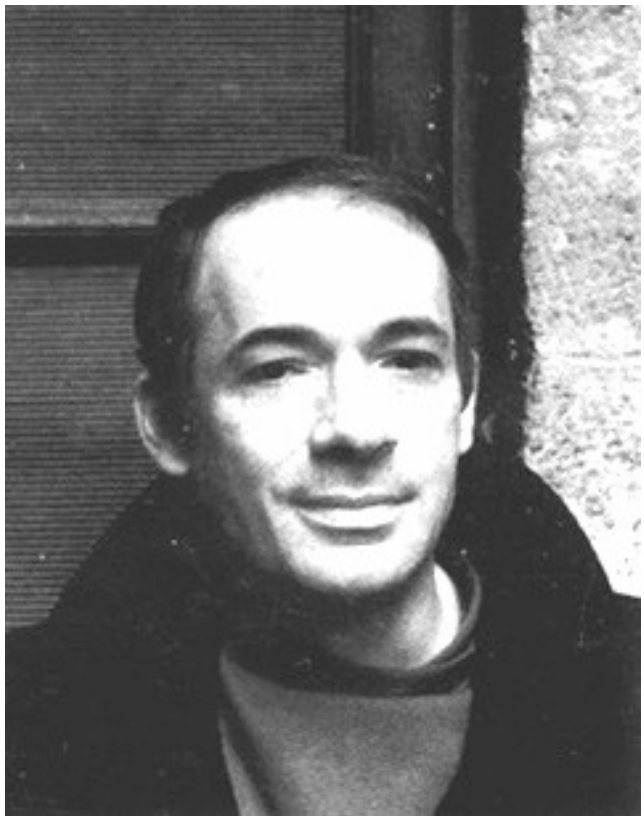
métiers et veut devenir le premier militant « engagé » à écrire des romans noirs.

Dans le sillage de Jean-Patrick Manchette, il s'essaie à ébranler un monde sclérosé en faisant couler l'encre la plus noire, quand l'ultra-gauche allemande ou italienne verse le sang. Dès son premier roman, sous le titre brûlant *Tueurs de flics* (1979) – en un temps où Mesrine passe pour un héros –, Fajardie impose son style, concis, tendu, vif et efficace : « Tuer les flics, comme ça, c'est déjà bizarre, mais les découper en lamelles, en faux-filets, en fines tranches et finir par les bouffer, ça vous a carrément un côté farce. Sauf que ces trois types étaient plutôt du genre pince-sans-rire. » Son deuxième roman, *La Nuit des Chats Bottés* est devenu un livre-culte, fondateur d'un romantisme noir et anarchique. Plus d'une vingtaine de livres ont suivi.

Si, pour saluer *Tueurs de flics*, la critique, qui s'enthousiasme pour la force de l'écriture et l'audace du propos, invente le genre du « néopolar », l'écrivain s'en tient à plus de sobriété : « J'écris des romans noirs ».

Fajardie a marqué le roman noir français par la crudité et la violence de son propos, la force de sa critique sociale et sa capacité d'indignation intacte contre inégalités et injustice, mais aussi par l'exceptionnelle maîtrise de son écriture. Quand il écrit, il transforme chacun de ses héros en combattants du désespoir. Vaincus d'avance par la société des

années 80, leurs dérives sanglantes sont une manière de gifler l'époque, les certitudes confortables. Solitaires et compétents, ils emmènent avec eux, outre des pistolets mitrailleurs, un fort sentiment d'irréparable et une nostalgie infinie de l'enfance.



Dans un essai mémorable, *Chronique d'une liquidation politique*, il fut l'un des premiers à oser mettre en scène, à la sulfateuse, les dérives de l'ère Mitterrand, la trahison par le Parti socialiste des idéaux de 1981. Il est mort le 1^{er} mai 2008. De sa part, rien d'étonnant. Fidèle à la classe ouvrière, il ne pouvait pas choisir un autre jour pour mourir.

/Just Thierry

28 mars : carnaval antifasciste, populaire et détèn à Lausanne



4 avril 2026

Apéro libertaire à Espace Noir

avec Riton la Manivelle et son orgue de Barbarie
rue Francillon 29, Saint-Imier

17h00 - ouverture

17h30 - Riton la Manivelle

18h15 - présentation sur la Pointe Saint-Charles (Montréal)

19h15 - Riton la Manivelle

1^{er} Mai 2026

La FLM sera présente le 30 avril à Neuchâtel (17h15, Fontaine de la Justice) et le 1^{er} Mai à La Chaux-de-Fonds (dès 11h, aula des Forges, manifestation à 14h) et à Fleurier (dès 11h à la place de la gare ou dans la salle Unia)

Quelques copaines

Bibliothèque libre : une bibliothèque libertaire autogérée, à Béthanie, Clos-de-Serrières 25, Neuchâtel. Permanences un vendredi sur deux. Infos sur bibliothequelibre.ch, aussi sur Instagram et Telegram.

Grève du Climat : la section neuchâteloise est bien active et a depuis plus d'une année un périodique papier, *Perturbations*, à retrouver aussi en ligne sur neuchatel.climatestrike.ch. Actualités aussi sur les réseaux sociaux.

Espace Noir : centre culturel autogéré, d'inspiration anarchiste, à Saint-Imier, avec bar, galerie d'art, théâtre et salle de concert, cinéma, bibliothèque, infokiosque... Programme (varié) et infos pour rejoindre l'équipe sur espacenoir.ch.

Offensive contre les féminicides : collectif basé à Bienne, membre d'un réseau intercantonal. Infos sur contre-les-feminicides.ch et sur Instagram (bilingue) : [offensiv_gegen_feminizide](https://www.instagram.com/offensiv_gegen_feminizide).

MARS

À Neuchâtel comme à Paris
Chante le temps des cerises
L'hiver de l'ancien monde
Fond sous les lumières

Sous les neiges souillées
Se révèle le champ des possibles
Les eaux usées
Font jaillir la source

Les fleurs se dressent à nouveau
En un cortège rouge et noir
Vainquent le blizzard
Terrassent le givre

Alors que l'astre se lève
Que les ombres se meurent
Se fait entendre dans les plaines
Le temps des cerises

